

Organisation Intergouvernementale Panafricaine

*Au service de l'innovation, de la modernisation et de la construction d'administrations pour
une Gouvernance Publique Responsable*

منظمة إفريقية ببيكومية



Depuis/Since 1964 ...

Pan African Intergovernmental Organization

*Serving innovation, modernization and establishment of administrations for Responsible
Public Governance*

Allocution du Directeur Général du CAFRAD

Dr. Stéphane Monney Mouandjo

15^e forum panafricain de la Modernisation de l'Administration

Fès du 9 juin 2019

Monsieur le Président ,
Mesdames et Messieurs les Ministres,
Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs et représentants des organisations internationales,
Monsieur le Président du Conseil Economique et Social,
Messieurs les Directeurs Généraux des Ecoles Nationales d'administration,
Monsieur le Président du Comité Consultatif international,
Mesdames et Messieurs les personnes ressources,
Monsieur le Wali de la ville de Fès,
Mesdames et Messieurs distingués invités en rangs et grades respectifs
Mesdames et Messieurs chers collègues chers amis
Mesdames et Messieurs,

Je voudrais tout d'abord vous remercier en mon nom propre, ainsi qu'au nom de l'ensemble de l'équipe de l'institution que j'ai l'honneur de diriger, d'avoir honoré de votre présence ce grand rendez-vous annuel. Cette grand-messe qui, marque en effet, une étape importante de notre volonté commune de bâtir, non seulement des administrations plus fortes et plus respectueuses des attentes des populations, mais davantage, la construction en Afrique, de cadres d'échanges et de rencontres nouveaux et adaptés à nos besoins d'aujourd'hui et éventuellement ceux de demain.

Je voudrais aussi dire ici, ma gratitude à Monsieur le président du Conseil d'Administration du CAFRAD, à Monsieur le Maire de la ville spirituelle de Fès, ainsi qu'à Monsieur le Wali pour l'ensemble des paroles aimables et bienveillantes qu'ils ont bien voulu prononcer à l'égard du CAFRAD, ainsi qu'à l'endroit de l'ensemble des délégations ici représentées.

Ma reconnaissance va aussi aux différents corps constitués du Royaume du Maroc ici présents, et notamment à Monsieur le Secrétaire Général du Conseil Economique et Social, pour votre présence à cette rencontre. Cette présence heureuse, constitue, en effet, pour nous, l'expression de votre attachement, ainsi que celui de l'institution que vous dirigez, au renforcement de la volonté de cohérence et de cohésion des politiques publiques de développement institutionnel, avec les grandes orientations nationales, régionales voire globales.

Votre présence massive à l'ouverture de ces assises, Mesdames et Messieurs, témoigne aussi de la volonté des plus hautes autorités de votre pays, de rester fidèles à la tradition héritée des pères-fondateurs de notre institution à savoir : de renforcer la coopération et l'échange dans les domaines d'intérêt commun, pour la prospérité de nos Etats, ainsi que pour celle de nos populations d'une manière générale.

Monsieur le Président

Mesdames et Messieurs

L'occasion qui nous réunit aujourd'hui, revêt une importance majeure. Elle se veut être la continuation nécessaire, d'un mouvement de grande ampleur, qui va sans aucun doute, transformer de façon profonde et déterminante, la vie de nos institutions publiques, de nos services publics et de nos administrations d'aujourd'hui et de demain.

Point n'est besoin, à cet égard, de rappeler ici, le thème de ce forum à savoir : *le rôle de l'administration dans la poursuite des objectifs de développement durable*.

Par ce choix, le CAFRAD a voulu, à l'instar d'autres institutions internationales aux missions similaires, rappeler son ancrage indispensable, dans le système global de gouvernance, quoiqu'en défendant sa singularité dans ce contexte si complexe de la mondialisation.

Aussi, voudrait-il, à travers cette orientation, ajouter sa voix à celle des autres d'ici et d'ailleurs, pour souligner que la poursuite des objectifs de développement durable, est une démarche nécessaire et déterminante, pour limiter les disparités profondes qui existent encore entre les générations, parce que les uns auraient été moins conscients et moins soucieux, sans nécessité, de transmettre aux autres générations, les bienfaits de la vie d'aujourd'hui ou les moyens de mener des vies moins contraignantes du fait de leur insouciance ou indifférence.

Notre conviction profonde, est que la poursuite des objectifs de développement durable, ne saurait et ne doit, en aucune manière, devenir un simple phénomène de mode du moment.

Elle est et devrait rester, la trajectoire et la tension nécessaires, vers lesquelles, doivent converger les choix décisifs de nos administrations et de manière extensive de nos institutions.

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les Ministres,

Mesdames et Messieurs,

La question que nous avons ainsi choisie de nous poser à cette occasion, revêt donc une importance particulièrement grande. Elle nous met en face des choix que nous opérons chaque jour, dans le cadre de nos activités quotidiennes et interrogent sur le sens que nous leur donnons, au-delà des satisfactions immédiates que nous procurent nos ponctuelles positions puissance sociales, symboliques voire pécuniaires.

)

Quelle administration pour accompagner la poursuite des objectifs de développement durable et comment accompagner la poursuite des Objectifs de Développement Durable au travers des Administrations ?

La diversité des situations et des contextes pourraient inviter à faire preuve d'une opportune circonspection. Cependant, l'on pourrait tout aussi, se poser la question de savoir si, cette circonspection opportune, en l'occurrence, ne cacherait pas, elle aussi, par moment, sinon très souvent, l'absence d'audace et de volonté de changer, dans un environnement, dominé par et curieusement accommodé à, ce que d'aucuns ont sans doute avec une certaine outrance sarcastique, qualifié de "médiocratie", refusant et se refusant toute forme d'audace, comme si, enfin, vouloir transformer, pour améliorer, constituait, nécessairement, un danger plus périlleux, que le confort pourtant déplorable, de l'immobilisme asphyxiant et suicidaire, de certaines sociétés de notre temps.

Et pourtant, l'audace et l'audace de croire et d'espérer, devraient pour des sociétés aussi jeunes et dynamiques que les nôtres, constituer un des atouts majeurs. L'audace de se projeter et d'explorer d'autres possibilités, devrait être la trajectoire nécessaire, de la dynamique de nos administrations et la transformation par l'innovation, l'indispensable perspective des changements que nous opérons aujourd'hui, en Afrique, pour l'Afrique et le monde d'une manière générale.

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Ministres,
Mesdames et Messieurs,

Le CAFRAD, notre institution, nous invite ici, à y apporter une esquisse de réponse. Une esquisse de réponse urgente et importante, parce qu'il est question de l'aujourd'hui et de l'avenir de nos sociétés et de la viabilité autant que de la survie de nos Etats et de nos institutions. Est-il encore besoin de rappeler ici, le caractère indispensable de la réforme et de la modernisation de nos administrations, après des échanges aussi importants, que ceux que nous avons eus ici même, hier encore, dans le cadre de la réunion du Comité exécutif et du Conseil d'Administration ?

Ma conviction profonde, comme notre conviction au CAFRAD, est qu'en effet, il n'en est plus besoin. L'Afrique, notre continent, comme bien d'autres aires géographiques et culturelles, ont besoin d'administrations rénovées. Cette rénovation n'est point que celle d'une transformation mécanique ou technique loin s'en faut ! Elle n'est pas non plus que technologique, encore moins ! Elle est d'abord éthique.

Il s'agit en priorité et fondamentalement, d'administrations qui remettent l'homme, son devenir et tous les hommes au centre de leur action, parce que, fondement, modalité, tension constante et finalité de toute leurs trajectoires.

C'est d'administrations dont la conscience du service sont inscrites dans la dynamique quotidienne, même dans le cadre de l'usage des prérogatives d'autorité ou de puissance dans ce qu'il est convenu d'appeler l'exercice du commandement.

C'est d'administrations dépouillées des travers hérités de temps lointains et révolus, autrefois assis sur ce qu'on assimile, sans exagération aucune, à une forme d' « éthique du maître », répliquant et reproduisant, sans adresse, des méthodes d'asservissement et d'humiliation, non indispensables, à l'égard des citoyens qui, pourtant, permettent le fonctionnement de ces administrations ou services publics, au moyens de l'impôt qu'ils paient parfois sans en comprendre le sens ni la nécessité.

C'est en définitive d'administrations humaines, humanistes, et responsables mises au service du citoyen et de la garantie de ses droits et du respect de sa dignité.

Des administrations ainsi fondées sur une telle éthique, pourraient alors plus aisément, et plus légitimement, absorber les pratiques liées aux évolutions rapides et nombreuses que les innovations que la technologie offre, ainsi que des opportunités qu'elle apporte, bien qu'elle doive tout aussi, rester vigilante, sur un ensemble de dérives, qu'elle génère et qui interpellent notre devoir de prudence. Ne dit-on pas que science sans conscience n'est que ruine de l'âme comme l'avait rappelé en son temps Rabelais. ?

Comme si l'histoire de notre monde se récrivait, de manière cyclique ou répétitive, nous revoilà parfois comme aveuglés par nos propres prouesses, subordonnant l'homme et donc nous-mêmes, aux outils que nous créons et inventons comme si notre propre conscience, autrefois libérée de l'ignorance s'encomrait, une fois encore, de cette ignorance parce que finalement plein de nous-mêmes et donc peu perméables à toute réflexion sur le sens et la finalité réels, des institutions créées par nous et initialement pour nous. Ainsi, confondant le devoir de les subordonner à nos besoins, en nous soumettant, curieusement à leur usage, nous nous coupons tous les jours davantage et étrangement de nous-mêmes.

Voilà pourquoi la révolution numérique que nous célébrons, doit rester une révolution mise au service de l'homme. Elle ne devrait point soumettre l'homme au diktat aveuglant de la machine en le déshumanisant.

Le rôle de l'Afrique dans cette dynamique de modernisation est ainsi interpellé, parce que parfois considérée à tort ou à raison en marge de ces transformations prodigieuses et pourtant, paradoxalement, lieu de prédilection de tous les appétits vers lesquels, se projettent avec une incontestable agressivité, les ambitions des acteurs majeurs d'un monde en pleine transformation.

Comme si le monde qui arrive et qui se construit sous nos yeux, faisait plus peur au centre d'hier, qui progressivement s'érode et laisse place à l'arrivée d'un ou de nouveaux centres, dont l'Afrique pourrait constituer l'une des plus proches périphéries, sinon devenir l'un des éléments majeurs de cette nouvelle configuration.

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs,

C'est la raison pour laquelle, nos administrations et nos services publics, ne peuvent plus faire l'économie de leur devoir de transformation. Elles ne peuvent pas continuer de rester enfermées dans leurs traditions et méthodes anciennes. Elles doivent nécessairement opérer leurs transformations.

L'accompagnement de la réalisation des objectifs de développement durable, passe donc par un renouveau de la formation des cadres de nos administrations. Une formation qui les aidera à mieux appréhender les enjeux d'aujourd'hui et de mieux anticiper les problématiques de demain. Elle passe par ce que le Président Gorbatchev avait appelé, en son temps, une conversion nos intelligences, j'entends par là, le renouveau de notre rapport à nos institutions et à nos modes opératoires ou modes de pratique.

Mesdames et Messieurs,

L'Afrique, notre continent, a besoin d'administration et de services publics dotés d'outils et de moyens efficaces et légitimes, garantissant aux uns et aux autres, le respect et la protection de leurs droits et de leurs libertés, à travers des choix encadrés par des dispositifs législatifs et réglementaires, eux-mêmes légitimes dans lesquelles les citoyens sauront se reconnaître. C'est par ce moyen aussi que nos sociétés et nos Etats pourront faire émerger des citoyens nouveaux, conscients de leur devoir d'aujourd'hui et respectueux des générations à venir, dont ils se sentiront en partie responsables des choix.

Le CAFRAD s'inscrit en droite ligne de cette tradition. C'est ainsi que d'année en année, il s'emploie non sans courage, à accompagner, modestement, les transformations nécessaires, la construction en Afrique, d'administrations à la fois authentiques et ouvertes sur les dynamiques en cours dans le monde.

Le CAFRAD, notre institution, a en effet longtemps auparavant, compris la nécessité de bâtir sur le présent et l'avenir, grâce à des prises de position avant-gardistes, sur la mise en place d'une chartes sur les principes et valeurs du service public et de l'Administration, qui traduisent, encore aujourd'hui, notre conscience du devoir, d'encadrer l'exercice des fonctions publiques, dans un esprit de respect de certaines valeurs et avec toujours présent à la conscience, l'importance de la transmission intergénérationnelle des pratiques utiles, exprimant une certaine éthique et un rapport particulier au monde et à l'autre.

En mettant en place il y a quelques années le concept de Gouvernance Publique Responsable, l'Afrique et le CAFRAD en l'occurrence, prenaient une position courageuse et audacieuse, en venant bousculer les conformismes d'antan et questionner ce qui apparaissait alors comme des modes de pensée intangibles, parce qu'en provenance d'espaces aux valeurs universelles, dont il ne suffirait que de dupliquer les modèles pour voir émerger à la lumière, les bienfaits de ce qu'il a été convenu d'appeler le développement.

Aujourd'hui, heureusement, l'histoire semble progressivement se rapprocher de notre lecture du monde et de ses transformations. Elle semble, plus que jamais, rappeler qu'il se cache en chacun d'entre nous, une conscience de soi, indépendamment de nos espaces d'établissement. Cette conscience de soi, intrinsèque, structure notre rapport au monde et donc notre rapport à nos institutions. C'est dans ce sens qu'il nous semble, au CAFRAD notamment, que la construction du développement durable, ne peut se faire, rigoureusement, dans le déni de la complexité du monde, en ne s'alignant que sur une perspective unique et univoque.

C'est pourquoi, il est nécessaire, que les administrations d'Afrique, en s'associant à ces objectifs, veillent à garder et à protéger les valeurs de respect, d'accueil, de partage, de diligence, de probité, de justice et d'équité, profondément inscrites dans les traditions d'Afrique et de diverses autres civilisations du monde.

Les valeurs de partage et de transmission du savoir et des savoirs, ne doivent point être oubliées du fait des égoïsmes que génèrent parfois un certain nombre de contacts et pratiques insidieuses, qui finissent, malheureusement, par détruire les fondements de certaines sociétés et traditions, autrefois marquées par ces cultures ou pratiques aujourd'hui malheureusement en progressive perte.

Mesdames et Messieurs,

La modernité de nos administrations et services publics et la durabilité que le modèle de progrès à venir qu'il suppose, nous interpellent tous, chacun à son niveau.

Le CAFRAD pour sa part, continuera d'accompagner les institutions publiques d'Afrique, à opérer ces indispensables changements, dans le respect du legs reçu de nos pères-fondateurs, et fidèle à sa

tradition d'ouverture sur les principes et valeurs universelles, mais surtout conscient et soucieux de préserver et de garantir à l'Afrique, sa voix et sa place dans les débats qui nous interpellent aujourd'hui et qui à coup sûr déterminent notre avenir, l'avenir de nos administrations et services publics en l'occurrence ainsi que l'avenir de nos populations.

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs,

J'aimerais pour conclure, renouveler mes remerciements à chacun et à chacune d'entre vous pour avoir accepté de nous honorer de votre présence à cette rencontre.

Je voudrais particulièrement remercier à travers vous, Monsieur Président, le Gouvernement Royaume du Maroc, l'ensemble des autorités ici rassemblées, l'ensemble des ministres et chefs de délégations, les membres du corps diplomatique, le Comité Consultatif International du CAFRAD, ainsi que toutes ces mains invisibles, qui contribuent discrètement, au succès régulier de ces importantes rencontres.

Je vous remercie de votre bienveillante attention.